

Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles. Max Frisch

le journal des retraité·e·s de Chaumont



 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 343 - Samedi 27 mai 2023

NON À LA RETRAITE À 64 ANS
MARDI 6 JUIN 17H
CHAUMONT PLACE DE HOTEL DE VILLE

Les préfets dans les pas de l'extrême droite ?

NON AUX EXPULSIONS !

LE BILLET À B.B. J'enrage !



"Dans notre monde, il n'y aura pas d'autres émotions que la crainte, la rage et l'humiliation. Il n'y aura ni art, ni littérature. Il n'y aura ni curiosité ni joie de vivre" (G. Orwell)

Mamadou SOW
né là-bas il y a 27 ans, a fui les geôles de Guinée en 2017

Mamadou s'en ira-t-il ? C'est une destinée qui ne tient qu'à un fil, infortune de l'asile sur le fil d'un rasoir destructeur, lame acérée qui mutile les dernières illusions d'une existence meurtrie sous les coups d'un exil coercitif.

Un fonctionnaire préfectoral dévoué a délivré à Mamadou une OQTF ; cet acronyme maudit n'est pas une obfuscation de politesse mais l'Obligation de Quitter le Territoire Français dans les 48h ; c'est une balle de fusil aux mains des guillotineurs de son pays d'origine. Alors autant mettre mon Ami dos au mur, face au peloton d'exécution des tortionnaires qui l'ont martyrisé avant sa fuite salvatrice et ne le rateront pas s'ils l'arrêtent à nouveau !

L'application inique de lois imbéciles et aveugles d'une République sans âme aurait-elle comme seule ambition de rompre la ligne de survie d'un homme qui aura eu le tort de croire en nous ? de croire en une fraternité que nous sommes incapables de lui octroyer, exclu qu'il est de notre grande mansuétude européenne propre à l'espace Schengen ou un peu d'ailleurs. Pourtant à chaque fois qu'une nation évoluée en a eu besoin, elle a su accueillir, voire importer contre leur gré, des migrants de tous poils, polacks, ritals, espingouins ou niakoués, tous déracinés pour l'élévation de notre économie ou plus près de nous pour se donner bonne conscience malgré leur inertie face à l'expansionnisme d'un tsar débile...

J'enrage devant mon impuissance à lutter contre le système qui l'encage, à m'opposer aux outrages qui l'ont malmené hier et vont perdurer demain malgré tout son courage à lui. J'enrage contre ma faiblesse qui me rend indigne de me croire son ami. Comment pourrais-je prétendre à son amitié quand je ne sais que me désoler de ma déficience ? Le regarder dans les yeux, au risque d'y voir du mépris derrière ses larmes d'incompréhension...

Non, je n'ai pas cette force-là, j'ai honte de moi. J'ai honte du naufrage de nos institutions refoulant la devise républicaine égalitaire en un slogan publicitaire pour une braderie de nos convictions humanistes, une bannière morbide pour un G7 ou 20 des puissants de la planète, décideurs de qui a le droit d'exister où de mourir.

Mamadou s'en ira-t-il ? Dis-moi Camarade, et si on croyait au miracle ...

BERNARD BLUM Chaumont 23 mai 2023

Après la rencontre avec Elisabeth Borne

DÉCLARATION DE LA CGT

"Encore une fois, le gouvernement s'est dérobé alors que des millions de manifestantes et manifestants défilent dans les rues depuis le 19 janvier.

Encore une fois, le gouvernement a fait la sourde oreille. Encore une fois, le gouvernement nous a méprisés."

LIRE PAGE 2

SOMMAIRE :

PAGE 2 : HÔPITAL : PARLONS AMBULATOIRE ... LE POING LEVÉ.

PAGE 3 : FRANCE TRAVAIL, LE NOUVEAU NOM DE LA CASSE SOCIALE ... SARKOZY ET LA GANGRÈNE ... L'EUROPE, COMME UN CABRI...

PAGE 4 : FIN DES TARIFS RÉGLEMENTÉS DU GAZ ... MADAME LA PRÉFÈTE, EXPULSEZ-MOI ...

PAGE 5 ; SOLIDARITÉ AUX GRÉVISTES DE VERTBAUDET ... LOI LIOT, ILS PANIQUENT.

PAGE 6 : HISTOIRE DU FESTIVAL DE CANNES ... CHÔMAGE, LES CHIFFRES TROMPEURS DU GOUVERNEMENT.

VIVE LA COMMUNE !

SAMEDI 27 MAI 11 H

VRONCOURT-LA-CÔTE (52)

VILLAGE NATAL DE LOUISE MICHEL

HOMMAGE À LOUISE MICHEL ET À LA COMMUNE DE PARIS

- PRISE DE PAROLE
- CHANSONS CONTRE LA GUERRE PAR PASCAL INZA
- LECTURE DE TEXTES ET DE POÈMES
- APÉRITIF OFFERT
- PIQUE-NIQUE TIRÉ DU SAC



UN COVOITURAGE EST PRÉVU
RDV À 9H45 - PLACE DU CHAMP DE MARS
Pour s'inscrire : Tél : 06 75 57 39 07
Mail : vallant.adriana@orange.fr



Ambulatoire...

Concernant les futurs hôpitaux, la directrice générale de l'ARS insiste sur le « virage ambulatoire à prendre », préconisant plusieurs patients pour un seul lit en 24h. Ça n'est pas une vision prémonitoire, c'est déjà une réalité que j'ai vécue, sans vouloir dévoiler impudiquement mes soucis de santé. Obligé de subir une intervention chirurgicale, la deuxième en quatre mois, avec anesthésie générale, le chirurgien propose une intervention en ambulatoire, avec retour chez moi si je mange bien et fais pipi ! Nous ne sommes généralement pas friands d'hospitalisation et la proposition peut paraître alléchante, rentrer vite chez soi est le vœu de nombreux patients, et on fait confiance aux spécialistes. Réveillé, comme on peut l'être après cette sorte d'intervention, ayant accompli les tests de la réussite opératoire, après un court entretien avec le chirurgien, « on se revoit le 28 ! », je sors, muni d'une ordonnance pour des soins à domicile.

Le retour n'est pas flamboyant, avec une balafre de 16 cm, des difficultés à me mouvoir sans douleurs, l'apparition d'hématomes impressionnants autant qu'indiscrets, sensation de fièvre, je fais grise mine. Heureusement, le lendemain matin, je reçois un message du 38 066, le pôle santé. Quelqu'un à qui parler enfin ! Non, un automate. « Si tout va bien, répondez OK, en cas de souci, répondez NON, on vous recontactera ». Evidemment, je réponds NON, besoin d'être rassuré, d'exprimer un ressenti, d'échanger entre humains, chacun dans leurs rôles, un patient, un soignant... J'attends encore qu'on me rappelle.

Je vais beaucoup mieux, merci, grâce à internet auquel j'ai pu décrire mes symptômes, aux infirmières qui sont venues chaque jour, aux précieux ami-es attentionnés, à la famille aimante. Sans être spécialiste, je pense que j'aurais eu besoin de quelques jours d'hospitalisation, pour les soins, pour l'Humain, mon corps me l'a dit et il se connaît bien. Il a du mal à supporter d'être livré à la rentabilité, aux économies d'échelle. Il souffre de l'âge, des accidents de la vie. Il souffre bien davantage de l'inhumanité envers les patients, imposée par un système qui pressure les professionnels de santé, qui cultive le chiffre plutôt que le verbe. La directrice de l'ARS semble fascinée par les lits. Méfiance, ma mère avait coutume de nous dire, « comme on fait son lit on se couche ».

Louis Laprade

Urgence absolue à l'hôpital de Vittel

Depuis le 3 avril les urgences de Vittel sont fermées la nuit et les week-ends.

Cette semaine le service ne sera accessible que le mardi 23 mai, le jeudi 25 mai et le vendredi 26 mai de 9h à 19h.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/>



Poing levé...

Un article dans le JHM nous informe qu'un avocat bien connu des Chaumontais n'a pas apprécié le poing levé de Sophie Binet à la sortie de la réunion avec la 1ère ministre. Le contraire nous aurait étonnés.

Poing levé, Nelson Mandela sortant de vingt-sept ans de prison. Poing levé, signe de ralliement des républicains et des Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne ; Tommie Smith et John Carlos aux JO de Mexico. Les Black Panthers ; Angela Davis, George Floyd ; poing levé des militantes féministes du New York Radical Women lors de l'élection de Miss America pour dénoncer la représentation misogyne des femmes. 1968, de la Sorbonne à Renault...



Poing levé.

Henri Daunier a, le premier paraît-il, représenté le poing levé et fermé. Il



« décrit la passion intense du peuple par le poing levé comme symbole de sa force, de sa détermination et de sa volonté de se battre ».

Force, détermination, volonté de se battre, ajoutons-y la colère. Sans doute y avait-il tout cela dans le poing levé de Sophie Binet, un poing qu'elle avait dû serrer plus d'une fois en écoutant Élisabeth Borne. « On nous avait vendu du dialogue social. On a assisté à deux heures de monologue patronal. Je suis en colère. Elisabeth Borne nous a opposé une fin de non-recevoir », dira-t-elle à sa sortie de Matignon. Poing levé de la secrétaire générale de la CGT. Certains journaux se sont répandus en quolibets, en critiques, en incompréhension. Qu'importe, les 75% de Françaises et de Français opposés à la réforme des retraites, eux, se sont identifiés à ce geste de colère et de détermination...

Illustrons ce texte d'une photo mondialement connue de Willy Ronis. C'est le Front populaire, une enfant sur les épaules de son père, bonnet phrygien sur la tête, poing levé. Une sœur de Sophie Binet...

Rachid R.



PRENEZ CONTACT / ADHÉREZ

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL : TÉLÉPHONE :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Téléphone 06 79 61 00 78

RETOURNER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - 52000 CHAUMONT

Déclaration de la CGT suite au rendez-vous avec Elisabeth Borne (EXTRAITS)

Plus de 4 mois après le début de la mobilisation contre la réforme des retraites, la CGT a été reçue ce jour par la Première ministre, Mme Elisabeth Borne..

“Aujourd’hui, nous avons porté la voix des travailleuses et travailleurs qui se passent le relai de la mobilisation depuis plusieurs mois. Notre demande est simple : nous exigeons toujours le retrait de la réforme des retraites. Encore une fois, le gouvernement a fait la sourde oreille. Encore une fois, le gouvernement nous a méprisés.

La CGT a rappelé que les manœuvres pour empêcher l’expression démocratique n’étaient plus possible et qu’il n’y aura pas de retour à la normale tant que cette réforme ne sera pas retirée.

Ce rendez-vous a été aussi l’occasion d’aborder les sujets de préoccupation majeurs des salariés·es et notamment :

- l’augmentation des salaires grâce à leur indexation sur l’inflation ;
- la révision des ordonnances Macron ;
- la conditionnalité des aides publiques aux entreprises ;
- la réduction du temps de travail ;
- l’égalité salariale et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

La CGT a rappelé son exigence de négociation tripartite sur les demandes syndicales. L’agenda social est celui des syndicats, pas celui du gouvernement ou du patronat. L’intersyndicale présentera donc le 30 mai ses premières propositions communes.

Nous ne voulons plus de mesures en coquille vide. Nous refuserons également de discuter sur la base d’un agenda patronal ou gouvernemental régressif. La CGT a notamment rappelé son refus de mesures stigmatisant les salariés·es privés·es d’emploi, son combat contre la réforme des lycées professionnels et son désaccord sur toute mesure discriminant les travailleurs·ses sans papiers.

Ce rendez-vous de « dialogue social » s’est avéré être un monologue patronal. Sur tout le territoire, dans tous les secteurs, nous appelons les salariés·es à la mobilisation générale le 6 juin.

Montreuil, le 17 mai 2023

LOI LIOT Ils mentent, ils paniquent, ils ont peur !

Comme nous le montrons avec le fac-similé des deux premiers articles de la Loi LIOT, l’article 2 compense financièrement l’abrogation de la Réforme des Retraites.

L’article 40 invoqué par la Macronie ne peut pas s’appliquer !

Il est donc possible d’abroger le texte des 64 ans.

Si cette proposition de loi avait été irrecevable, elle n’aurait pas pu être déposée sur le bureau de l’Assemblée nationale qui l’a validée et le président de la Commission des finances a jugé le texte recevable.

NOUVEAU :

La Première ministre E. Borne, reprise par l’ensemble de ses ministres et soutiens, estime alors, pour l’abroger que la proposition de loi serait inconstitutionnelle.

Ils ont vraiment peur...

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 est abrogée.

Article 2

I – La charge pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration de l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

II – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration de l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

Solidarité aux grévistes de Vertbaudet

Depuis plus de deux mois, des salariés, essentiellement des femmes, sont en grève sur le site de l’entreprise Vertbaudet dans le Nord. Avec leur syndicat CGT, les travailleuses, dont les salaires ne dépassent pas le SMIC, luttent pour l’augmentation des salaires et l’amélioration de leurs conditions de travail. Du côté patronal, la direction propose des primes et refuse toute nouvelle négociation salariale.

Cette grève exemplaire fait face à des méthodes de répression patronale et policière brutales :

- Le 15 mai, deux militants proches de la CGT sont placés en garde à vue pendant plus de 24h pour avoir prétendument « bloqué des marchandises » sur le piquet de grève de Vertbaudet,
- Le 16 mai au matin : destruction violente du piquet de grève par des policiers aux ordres des intérêts privés. Une gréviste a été violentée par les forces de police et a fait un séjour à l’hôpital.
- Le 16 mai au soir, un délégué syndical CGT du groupe est kidnappé devant chez lui. Il est frappé, gazé, volé puis jeté d’un véhicule. Ces tentatives d’intimidation pour faire taire la CGT et les travailleurs en lutte, faire peur, faire mal pour casser le mouvement sont inadmissibles. Il faut aussi noter que ces actions de répression, tant le kidnapping que le démantèlement du piquet de grève, ont été préparés main dans la main entre la préfecture et la direction de Vertbaudet. Cela se passe dans le fief électoral de Darmanin, ministre de l’Intérieur...

La CGT Commerce et Services, qui a appelé à un rassemblement le 23 mai devant le siège du groupe à Paris, a lancé une caisse de solidarité aux grévistes de Vertbaudet. **Notre syndicat a décidé de verser 1 000 euros.**

Pour soutenir cette lutte, envoyez vos dons par chèque à L’UNION LOCALE CGT DE TOURCOING ET ENVIRONS, 43 RUE DE LILLE 59200 TOURCOING, en indiquant au dos « Solidarité Lutte Vertbaudet »



Les salariées en lutte de Vertbaudet, mardi, devant le siège parisien de l’actionnaire principal, avec Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.

Sarkozy et la gangrène

Situation inédite en République, un ancien Président vient de se voir condamner pour la seconde fois à de la prison.

Dans le procès de l'affaire Bismuth, la cour d'appel vient de confirmer et d'accentuer la décision initiale condamnant Nicolas Sarkozy à trois mois de prison dont un ferme qu'il pourrait exécuter chez lui sous bracelet électronique. Il s'agit en l'occurrence d'une affaire de corruption au plus haut niveau.

Suivront, après cette affaire des écoutes, l'affaire Bygmalion, l'affaire Karachi et le soupçon de financement libyen de sa campagne de 2007.

Autant dire que l'intéressé porte un lourd, très lourd fardeau judiciaire. S'il n'est pas le premier responsable politique à devoir se justifier de telles accusations, le constat s'impose d'une élite française, médiatique et politique qui semble s'accoutumer à ces pratiques d'atteinte à la probité. Le tout avec une complaisance loin d'être accordée à l'ensemble de la population. Une race à part, nombreuse, de responsables actuels qui, à l'aune de Sarkozy, s'autorise infractions, corruption et autres affaires. Ces comportements sont autant de dénis démocratiques et sont accueillis, à juste titre, par les ustensiles avec lesquels ils sont assimilés : les CASSEROLES.

L'Europe ...comme un cabri (Ch. De Gaulle)

Télé, vidéos et photos ont largement diffusé l'arrivée des chefs d'État à Hiroshima pour la réunion du G7. Au premier regard un peu averti, une chose saute aux yeux : les 7 sont 9 !

Cherchez l'erreur ! Invités (?) au milieu de cet aréopage de chefs d'Etats se pavanent la Présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen.

L'Europe est-elle un État ? Se substitue-t-elle pour l'occasion à l'Allemagne et à la France, qui sont d'ailleurs à la remorque (sur la photo) ?

Question subsidiaire : Y-a-t-il un lien avec le vote récent de la loi faisant obligation de pavoiser les édifices publics avec le drapeau européen ?



Choc sélectif



Choquée, je le suis, en ce jour du 8 mai, par le défilé autorisé de l'ultra droite, par l'incendie de la maison et des voitures d'un maire LR par l'extrême droite, par le mépris affiché de nos gouvernants envers des citoyens opposés à la retraite à 64 ans.

Mais, pour monsieur Wilhelem, pas d'atteinte à la démocratie dans ces actes-là. Seule inquiétude, le poing levé, en signe de résistance, de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.

Décidément, monsieur, chez ces gens-là, le choc est sélectif !

F. G. lectrice du journal des retraités.es

Bravo, la Ligue des droits de l'Homme

La LDH a obtenu la condamnation de l'Etat français à effacer les fichiers illicites de manifestants.

Le tribunal administratif de Lille a jugé illégal le fichage par le Parquet des manifestants placés en garde à vue et a ordonné la destruction de ce fichier.

Une victoire pour l'état de droit, une nouvelle défaite pour les autorités. Il en faudrait encore d'autres !

*Un peuple qui élit des
corrompus, des renégats,
des imposteurs, des voleurs
et des traîtres n'est pas
victime ! Il est complice.*

George Orwell

France-Travail, le nouveau nom de la casse sociale

Après le décret de l'assurance chômage, qui réduit notamment les indemnités chômage de 25% pour les allocataires, le gouvernement continue sa casse sociale en transformant Pole Emploi en France Travail.

Cette structure absorberait les missions locales pour l'emploi des jeunes et Cap Emploi qui reçoit les travailleurs en situation de handicap. Elle piloterait tous les dispositifs des personnes en recherche d'emploi, y compris pour les cadres (APEC) et pour l'accès à la formation.

Le croisement des fichiers (notamment avec la CNAM) pose aussi le risque supplémentaire de l'utilisation, voire la privatisation des données les plus sensibles, notamment pour les publics fragiles, comme ceux en situation de handicap.

Au mépris de la proximité et de la rencontre avec un conseiller, de la difficulté d'accès au numérique pour nombre de personnes, une plateforme numérique géante accueillerait toute personne privée d'emploi. Les allocataires du RSA seront particulièrement ciblés, alors que seuls 40% d'entre eux sont inscrits à Pôle Emploi actuellement, et devront être «remobilisées» par 15 à 20 heures d'activité hebdomadaires sous peine de sanctions et de pertes de leur 607,75 euros mensuels !

Nous sommes loin du grand service public de l'emploi que revendique la CGT. Il est ainsi prévu de privilégier le recours à des prestataires privés, telles les sociétés d'intérim qui se positionnent depuis des mois pour organiser des suivis clefs en main de demandeurs d'emploi, entièrement sous leur contrôle.

Le flou demeure sur les moyens nécessaires et laisse présager de nouvelles ponctions sur la collecte des cotisations destinées à financer les allocations chômage, voire la disparition de l'Unedic.

Bref, une menace de contrôle social et de suppression du RSA pour beaucoup, dans la droite ligne du saccage des allocations chômage et la privatisation de pole emploi

Marie-Rose Patelli

Fin des tarifs réglementés du gaz au 1er juillet 2023, les factures vont exploser !

La loi du 8 novembre 2019, relative à l'énergie et au climat a entériné la fin du tarif réglementé de vente du gaz naturel pour les particuliers. A partir du 1er juillet 2023, le tarif du gaz sera exclusivement soumis au prix du marché.

La loi de privatisation de Gaz de France des années 2000 a introduit la concurrence et ouvert la vente de gaz aux commercialisateurs privés avec des contrats dits "libres" au prix du "marché", sous prétexte, bien sûr, d'un gain pour les abonnés.

Mais la privatisation d'un service public n'est jamais en faveur de la population. Fini donc le tarif régulé que proposait encore GRDF. Il faudra, avant le 1er juillet, choisir un fournisseur de gaz au tarif du "marché", signer obligatoirement un contrat avec ceux qui n'ont cessé d'augmenter depuis des années leurs tarifs "libres".

Ces tarifs qui se sont envolés dernièrement avec l'arrêt du gaz russe suite à la guerre en Ukraine et la spéculation. Cela concerne des millions de particuliers.

Un vrai potentiel financier pour les requins de la finance. La CGT avait demandé que cette loi soit annulée compte tenu de la crise énergétique, mais pour Macron, pas question. Il y a du fric à gagner pour ses amis des grandes compagnies gazières et pétrolières !

Affaires Trogneux et Vertbaudet : deux poids deux mesures

Les "medias" ont monté en épingle la prise à partie du petit-neveu de Brigitte Macron, née Trogneux, par des manifestants qui avaient déposé deux poubelles devant sa chocolaterie. Il aurait vivement réagi, d'où les coups échangés.

Des jeunes sont incarcérés et la police refuse de transmettre les images de la vidéosurveillance.

Toute la presse s'apitoie sur le chocolatier. Pendant ce temps, les ouvrières de l'entreprise Vertbaudet à Marquette-Lez-Lille, en grève depuis 2 mois pour des augmentations de salaire, sont gazées, frappées, molestées, humiliées par des forces de l'ordre agissant en vrais barbouzes.

Et le délégué syndical est victime d'une expédition punitive par des policiers en civil. Mais là, personne n'en parle, les ouvrières ne font pas partie de la famille «royale» ! (lire notre article page 6)

Marie-Rose Patelli

Teknival dans l'Indre

"Ce sont des jeunes respectueux et très gentils, ils arrêtent la musique régulièrement pendant 2h pour prendre le temps de nettoyer. Je suis à peu près certain que ce sera propre après leur départ." dit L'agriculteur propriétaire du terrain qui ne compte pas déposer plainte. Il est grand temps de ne plus écouter les mensonges de la télé !

> expulsez-moi... Madame Cornet, préfète,

...expulsez-moi. Je m'sens mal en ce pays teinté de vert-de-gris.

Expulsez-moi, je ne suis pas intégré, ne le serai jamais. Je suis illettré selon vos codes, vous me parlez dans une langue inconnue : quotas, bourse, religions, France-Travail, inflation, guerre et guerre, FMI, dollar, drapeau bleu, blanc, bleu, patrie. Discipline, drone, voisins vigilants, caméras partout, reconnaissance faciale, répression, expulsions.

Expulsez-moi. Vite, vite...

J'accepte toute la misère du monde, et pourquoi pas ? On se poussera pour faire un peu de place à nos sœurs et frères humains.

Expulsez-moi de votre monde de gagneurs, de pollueurs, de vainqueurs. De vendeurs, de vendus.

Expulsez-moi. Je suis dernier dans la cordée, dans la chaîne alimentaire et dans la vie, un mec de peu, un sans dent, celui qui n'est rien dans la gare du CAC 40.

Un loser, un raté, un perdant.

Je vous en prie, madame, expulsez-moi.

Je viens d'un monde de misère et d'amour. De faim et de fraternité. Où l'on partageait le peu de pain que l'on avait. Un monde où l'on rêvait que la loi du plus fort ne serait jamais la meilleure.

Expulsez-moi, reconduisez-moi, vite vite, à la frontière du vide de votre monde sans utopie... Sans rien.

S'il vous plaît, expulsez-moi. Vite, vite...

Mais je vous en prie, foutez la paix à mes frères Ahmed et Mamadou...

Rachid R.

Chaumont le 22 Mai 2022

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Jacqueline, Sylvie, Robert, Jacques, Francis, Jean, Christian, Josiane, Denise, James, Jacqueline, Bernard, Jean-Pierre, Jacky, Gérard, Marie, Nicole, Xavier, Michèle, Maurice, Alain, Marie-Claire, Mustafa, Michel, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Patrice, Michel, Denis et Fanfan, François, Élise, Jean-François, Franck, Josette, Laurent, Jean-Pierre, Jean-Louis, Anne-Alexandra, Liliane, Lucienne, Anne et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT



Histoire du Festival de Cannes et rôle de la CGT

CONTRE LA MENACE FASCISTE : UN FESTIVAL

En 1938 se tient en Italie pour la 6ème édition la Mostra de Venise. À l'époque, La Mostra est la première compétition internationale de cinéma et réunit les grands pays producteurs de cinéma de l'Avant-Guerre.

Parmi les films en compétition, c'est un film américain qui est choisi à l'unanimité par le jury pour la plus haute récompense. Seulement, sous la pression d'Hitler ce sont deux films de propagande qui sont récompensés.

Le prix du meilleur film, alors appelé "Coupe Mussolini" est attribué au film "Les Dieux du stade" documentaire allemand sur les Jeux Olympiques de 1936 réalisé par Leni Riefenstahl et "Luciano Serra, pilote" film italien de Goffredo Alessandrini.

Dans les membres représentants la France à la Mostra de Venise se trouve Philippe Erlanger. Sous le choc face aux récompenses attribuées à Venise il a l'idée de créer un festival de cinéma libre en France.

LE RÔLE DE LA CGT

La première édition du Festival de Cannes devait alors se tenir en septembre 1939. L'ouverture du Festival était prévue le 1er septembre. Or c'est ce même jour que les troupes allemandes envahissent la Pologne. La guerre a commencé, le festival n'aura pas lieu.

Il faudra attendre la fin de la guerre pour voir la première édition du festival apparaître. Mais en 1946 il faut reconstruire le pays, le gouvernement manque alors de moyens pour financer un festival annuel jugé trop cher.

C'est à ce moment que la CGT joue un rôle primordial. En effet la CGT investit alors un important travail militant, le premier palais des festival n'aurait pas pu être achevé sans les syndiqués qui ont aidé bénévolement à sa construction. Aussi, la CGT va intervenir dans le financement de cette première édition.

À noter que pour la 1ère édition du festival, le film "La bataille du rail" de René Clément est récompensé du Grand Prix International de la mise en scène et du prix du jury international.

Les récompenses de ce qui devait être la 1ère édition en 1939 ont été attribuées en 2002 et c'est le film américain "Pacific Express" de Cecil B. DeMille qui remporte la palme d'or.

Or, aujourd'hui, le rôle de la CGT dans l'histoire du festival de Cannes est remis en cause, ou du moins oublié. Le Festival de Cannes tient ses racines dans le Front Populaire et a traversé des luttes sociales importantes. Aujourd'hui encore, la CGT Spectacle fait partie du comité d'organisation du festival de Cannes.

Tanguy Perron -

Cahiers de l'institut CGT d'histoire sociale.

TÉLÉCHARGER LE CAHIER CINÉMA ET CGT

<https://www.ihs.cgt.fr/.../>



Chômage : les chiffres trompeurs du gouvernement

Une baisse "historique" du chômage en France pour le parti d'Emmanuel Macron. "Le taux de chômage" qui "rejoint le plus bas niveau sur 40 ans" pour le ministère du travail d'Olivier Dussopt. En février, déjà, le gouvernement se gargarise de la supposée réussite de sa politique de lutte contre le chômage en France. Rebelote avec les chiffres du premier trimestre 2023 et la diminution de 1,2% du nombre de chômeurs en France depuis le début de l'année.

Une communication trompeuse, qui cache les effets d'une politique qui précarise partout les travailleuses et les travailleurs

À l'instar des précédentes annonces, le gouvernement a fait le choix d'axer sa communication sur les chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire, au regard de Pôle Emploi, des actifs n'ayant eu aucune activité durant l'ensemble de la période.

"Cette catégorie permet de ne pas tenir compte de la qualité de l'emploi, précise Denis Gravouil, secrétaire général de la Fédération nationale CGT des syndicats du spectacle, chargé du dossier emploi chômage pour la direction confédérale de la CGT. Elle représente les personnes n'ayant pas du tout travaillé au cours du mois et exclus tous les salariés.e.s à temps partiel, en contrat précaire ou en intérim".

Et ses chiffres explosent. Pour le premier trimestre 2023, le nombre de chômeurs de catégorie B (personnes ayant travaillé moins de 78 heures un mois donné) augmente ainsi de 0,3% (plus 6,2 % en un an) tandis que celui de la catégorie C (personnes ayant travaillé plus de 78 heures un mois donné) progresse de 0,9 %. Des chiffres qui permettent d'affirmer que la diminution réelle du chômage n'atteint que 0,3% pour le premier trimestre 2023, bien loin des 1,2 % avancé par le gouvernement.

"La communication sur la seule catégorie A, les transferts systématiques de cette catégorie vers les B et C, ainsi que les réformes incessantes de l'assurance chômage (et bientôt France travail) n'ont qu'un but : permettre aux entreprises de disposer du rapport de force, analyse Denis Gravouil. Cela permet que les privé.e.s d'emploi soient si précaires qu'ils acceptent tous les postes et n'importe quelles conditions de travail".

Une politique à laquelle la CGT s'oppose frontalement en défendant le droit à l'indemnisation chômage.

Communiqué de la CGT

